

**Art. 3.** Dans le même arrêté, il est inséré un article *1bis*, rédigé comme suit :

« Art. *1bis* § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 21, § 1<sup>er</sup> du décret, la condition de résidence antérieure n'est pas requise pour les handicapés majeurs ayant leur résidence effective en Belgique et appartenant à l'une des catégories suivantes de personnes, et pour les handicapés mineurs non émancipés, les mineurs prolongés et les handicapés déclarés inaptes, ayant leur résidence effective en Belgique, et dont le représentant légal a sa résidence effective en Belgique et appartient à l'une des catégories suivantes de personnes :

1° les personnes qui sont belges;

2° les personnes régies par le Règlement (CE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté;

3° les apatrides régis par la Convention relative au statut des apatrides, signée à New-York le 28 septembre 1954 et approuvée par la loi du 12 mai 1960;

4° les réfugiés mentionnés à l'article 49 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifiée par la loi du 14 juillet 1987;

5° les personnes n'appartenant pas à l'une des catégories visées aux points 1° à 4° inclus, à condition qu'elles aient droit aux allocations familiales, en vertu de l'article 47 des lois coordonnées sur les allocations familiales pour travailleurs salariés, ou en vertu de l'article 20, § 2 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants : ou pour les demandeurs âgés de plus de 21 ans, à condition qu'ils auraient eu droit, jusqu'à l'âge de 21 ans, aux allocations familiales majorées en vertu des dispositions susmentionnées;

6° les personnes n'appartenant pas à l'une des catégories visées aux points 2° ou 3°, et qui, en vertu du droit international, ont droit en tout ou en partie aux avantages définis par le décret.

Pour l'application du présent paragraphe, la personne de nationalité indéfinie est assimilée à l'apatride.

§ 2. La condition de résidence antérieure n'est pas requise non plus pour les handicapés mineurs confiés par le tribunal de la jeunesse à une structure agréée par l'agence, ou aiguillés par le Comité d'Aide spéciale à la Jeunesse à un centre d'observation agréé, et qui ne répondent pas aux dispositions du § 1<sup>er</sup>. »

**Art. 4.** L'article 2 du même arrêté est abrogé.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 6.** Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 février 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Y. LETERME

La Ministre flamande du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,

Mme I. VERVOTTE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1214

[2007/200807]

**6 DECEMBRE 2006.** — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 87, § 3, a) et c), du Traité instituant la Communauté européenne et les plafonds fixés par les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013

Le Gouvernement wallon,

Vu les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment l'article 3, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005, 9 février 2006 et 27 avril 2006, notamment l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 16°;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 septembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2006;

Vu l'urgence motivée par le fait que la Commission européenne a informé, au mois de mars 2006, la Région wallonne de ses propositions de mesures utiles aux termes desquelles il convenait que la Région wallonne limite au 31 décembre 2006 tous les régimes d'aides régionales existants et les adapte aux nouvelles lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013;

Que la Commission exige, préalablement à la mise en conformité des régimes d'aides existants dans les régions pouvant bénéficier d'aides sur base de l'article 87, § 3, points a) et c), son approbation de la carte des aides régionales pour la Belgique;

Que, bien que la carte des aides à finalité régionale pour la Région wallonne ait été adoptée par le Gouvernement wallon le 7 septembre 2006, la carte pour la Belgique n'a été notifiée que le 14 novembre 2006 à la Commission européenne et n'a dès lors pas encore été autorisée par celle-ci;

Qu'il est impérieux pour la Région wallonne et les entreprises concernées, pour des questions de sécurité juridique et de planification des investissements prévus, de pouvoir adopter un dispositif permettant après le 31 décembre 2006 de continuer à faire bénéficier les entreprises concernées d'incitants financiers et de leur faire connaître les compléments d'aides régionaux qui seront octroyés pour la période 2007-2013;

Qu'il serait en effet dommageable pour les entreprises concernées de les empêcher d'obtenir des aides à l'investissement à finalité régionale sur la base du régime concerné à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 et ce en raison de retards dans l'adoption et l'entrée en vigueur du présent arrêté qui sont par ailleurs tout à fait indépendants de la volonté du Gouvernement wallon;

Qu'il est en effet fondamental d'assurer la continuité dans l'octroi des aides à l'investissement à finalité régionale dans la mesure où la nouvelle carte 2007-2013 s'inscrit dans la prolongation de la carte 2000-2006, la sélection des communes éligibles ayant été opérée au départ des zones actuellement couvertes et que la politique d'aides à finalité régionale est un des axes prioritaires au niveau wallon du contrat d'avenir pour la Wallonie et du plan d'actions prioritaires pour l'avenir wallon, de telle sorte que la cohérence entre ces différentes politiques doit être prise en considération;

Que la Commission européenne elle-même considère dans ses nouvelles lignes directrices communautaires concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013 qu'assurer la continuité des aides déjà octroyées est essentiel à un développement régional à long terme;

Que le règlement n° 1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 précité souligne que les "aides d'Etat à finalité régionale visent à soutenir le développement des régions les plus désavantagées en encourageant l'investissement et la création d'emplois dans un contexte durable";

Qu'il importe dès lors que la réglementation wallonne puisse entrer en vigueur au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2007;

Qu'en effet, une suspension du régime d'aide à finalité régionale serait préjudiciable à la réalisation des objectifs de ces politiques et que toutes les mesures visant à éviter cette suspension doivent être mises en œuvre;

Que la mise en œuvre du régime d'aides à l'investissement à finalité régionale dépend en premier lieu de la détermination des zones en développement pour la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 41.718/2, donné le 28 novembre 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées le 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont reconnues, pour la Région wallonne, comme zones de développement au titre de l'article 87, § 3, a) et c), du Traité instituant la Communauté européenne, pour une durée allant, sous réserve de modifications apportées par la Commission européenne en vertu des points 18 à 20 des lignes directrices communautaires concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013, du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2013, les villes et communes suivantes situées en province de Hainaut :

Aiseau-Preles, Anderlues, Antoing, Ath, Beaumont, Belœil, Bernissart, Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Châtelet, Chièvres, Chimay, Colfontaine, Comines-Warнетon, Courcelles, Dour, Ecaussinnes, Ellezelles, Enghien, Erquelines, Estaimpuis, Estinnes, Farciennes, Fleurus, Flobecq, Fontaine-l'Évêque, Frameries, Frasnes-lez-Anvaing, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Le Rœulx, Lens, Les Bons Villers, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Lobbes, Manage, Merbes-le-Château, Momignies, Mons, Mont-de-l'Enclus, Montigny-le Tilleul, Morlanwelz, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Pont-à-Celles, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Rumes, Saint-Ghislain, Seneffe, Silly, Sivry-Rance, Soignies, Thuin et Tournai.

**Art. 2.** Sont reconnues, pour la Région wallonne, comme zones de développement au titre de l'article 87, § 3, c), du Traité instituant la Communauté européenne, les villes et communes suivantes situées :

1° en province du Brabant wallon : Tubize;

2° en province de Namur : Dinant, Houyet, Rochefort, Sambreville et Somme-Leuze;

3° en province de Liège : Awans, Dison, Engis, Flémalle, Grâce-Hollogne, Herstal, Liège, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Verviers et Visé;

4° en province de Luxembourg : Bastogne, Bertogne, La Roche-en-Ardenne, Libin, Libramont-Chevigny, Marche-en-Famenne, Neufchâteau, Tellin et Vielsalm.

**Art. 3.** Conformément aux lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013, publiées au *J.O.U.E.* C 54/13 du 4 mars 2006, les plafonds d'intervention en zones de développement sont exprimés en équivalent subvention brut et sont établis en fonction de la taille de l'entreprise et de sa situation dans une des villes et communes visées aux articles 1<sup>er</sup> et 2.

Ces plafonds sont les suivants :

	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises
Entreprises situées dans une des villes et communes visées à l'article 1 <sup>er</sup> , pour la période 2007-2013	30 %	40 %	50 %
Entreprises situées dans une des villes ou communes visées à l'article 2 pour la période 2007-2013	15 %	25 %	35 %

En ce qui concerne les entreprises situées dans une des villes ou communes visées à l'article 1<sup>er</sup>, ces plafonds pourront, compte tenu des modifications apportées par la Commission européenne en vertu des points 18 à 20 des lignes directrices communautaires concernant les aides à finalité régionale pour la période 2011-2013, être ramenés comme suit :

Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites Entreprises
20 %	30 %	40 %

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'avis officiel mentionnant la notification au Royaume de Belgique de l'approbation par la Commission européenne de la carte des aides régionales pour la Belgique pour la période 2007-2013.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,  
J.-C. MARCOURT

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1214

[2007/200807]

**6. DEZEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 87 § 3 a) und c) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und der durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2007-2013**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2007-2013;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, insbesondere des Artikels 3, Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, vom 9. Februar 2006 und vom 27. April 2006, insbesondere des Artikels 1, Absatz 1, 16°;

Aufgrund des am 11. September 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. September 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der dadurch begründeten Dringlichkeit, dass die Europäische Kommission die wallonische Region über ihre Vorschläge zu nützlichen Maßnahmen im März 2006 informiert hat, gemäß denen die Wallonische Region am 31. Dezember 2006 alle bestehenden regionalen Beihilferegulungen auf den 31. Dezember 2006 begrenzen, und diese an die neuen Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2007-2013 anpassen sollte;

In der Erwägung, dass die Kommission vor der Angleichung der bestehenden Beihilferegulungen in den Regionen, die aufgrund von Artikel 87 § 3 Pos. a) und c) Beihilfen in Anspruch nehmen können, ihre Genehmigung der Fördergebietskarte für Belgien verlangt;

In der Erwägung, dass auch wenn die Fördergebietskarte für die Wallonische Region am 7. September 2006 von der Wallonischen Regierung verabschiedet worden ist, die Fördergebietskarte für Belgien der Europäischen Kommission erst am 14. November 2006 zugestellt worden ist und daher noch nicht von letzterer genehmigt worden ist;

In der Erwägung, dass es aus Gründen der Rechtssicherheit und im Hinblick auf die Planung der vorgesehenen Investitionen für die Wallonische Region und die betreffenden Betriebe zwingend notwendig ist, dass eine Regelung verabschiedet wird, dank derer die betreffenden Betriebe nach dem 31. Dezember 2006 weitere finanzielle Anreize in Anspruch nehmen können, und dass ihnen mitgeteilt wird, welche zusätzliche regionale Beihilfen für den Zeitraum 2007-2013 gewährt werden;

In der Erwägung, dass es für die betreffenden Betriebe in der Tat ungünstig wäre, dass sie daran verhindert wären, ab dem 1. Januar 2007 Investitionsbeihilfen mit regionaler Zielsetzung aufgrund der betreffenden Regelung zu erhalten, und dies wegen Verzögerungen bei der Verabschiedung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses, wobei diese Verzögerungen von dem Willen der Wallonischen Regierung völlig unabhängig sind;

In der Erwägung, dass es in der Tat von wesentlicher Bedeutung ist, die Kontinuität bei der Gewährung der Investitionsbeihilfen mit regionaler Zielsetzung zu sichern, insofern die neue Karte 2007-2013 sich als Fortsetzung der Karte 2000-2006 versteht, wobei die Auswahl der zulässigen Gemeinden ab den zur Zeit gedeckten Gebieten stattgefunden hat und die Politik der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung eine der vorrangigen Achsen auf Wallonischer Ebene des Vertrags für die Zukunft der Wallonie und des Plans mit vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft bildet, so dass die Kohärenz zwischen diesen Maßnahmenpaketen berücksichtigt werden muss;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission selbst in ihren neuen gemeinschaftlichen Leitlinien betreffend die Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2007-2013 der Ansicht ist, dass die Gewährleistung der Kontinuität der bereits gewährten Beihilfen eine wesentliche Voraussetzung für eine langfristige regionale Entwicklung bildet;

In der Erwägung, dass die vorerwähnte Verordnung Nr. 1628/2006 der Europäischen Kommission vom 24. Oktober 2006 hervorhebt, dass "die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung auf eine Förderung der am stärksten benachteiligten Regionen abzielen, indem sie die Investitionen und die Schaffung von Arbeitsstellen in einem nachhaltigen Rahmen unterstützen";

In der Erwägung, dass es demzufolge von Bedeutung ist, dass die wallonischen Bestimmungen ab dem 1. Januar 2007 in Kraft treten;

In der Erwägung, dass eine Aussetzung der Beihilferegelung mit regionaler Zielsetzung demzufolge für die Umsetzung der Ziele dieser Maßnahmenpakete nachteilig wäre und dass alle Schritte zur Vermeidung dieser Aussetzung in die Wege geleitet werden müssen;

Dass die Umsetzung der Beihilferegelung mit regionaler Zielsetzung in erster Linie von der Bestimmung der Entwicklungsgebiete für die Wallonische Region abhängt;

Aufgrund des am 28. November 2006 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2°, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 41.718/2;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Wallonische Region werden als Entwicklungsgebiete im Sinne von Artikel 87, § 3, a) und c) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft für eine Dauer, die sich vorbehaltlich von der Europäischen Kommission aufgrund der Punkte 18 bis 20 der gemeinschaftlichen Leitlinien betreffend die Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2007-2013 gebrachter Abänderungen vom 1. Januar 2007 bis zum 31. Dezember 2013 erstreckt, die folgenden in der Provinz Hennegau gelegenen Städte und Gemeinden anerkannt:

Aiseau-Presles, Anderlues, Antoing, Ath, Beaumont, Belœil, Bernissart, Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Châtelet, Chièvres, Chimay, Colfontaine, Comines-Warнетon, Courcelles, Dour, Ecaussinnes, Ellezelles, Enghien, Erquelines, Estaimpuis, Estinnes, Farciennes, Fleurus, Flobecq, Fontaine-l'Évêque, Frameries, Frasnes-lez-Anvaing, Froidchapelle, Gerpennes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Le Rœulx, Lens, Les Bons Villers, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Lobbes, Manage, Merbes-le-Château, Momignies, Mons, Mont-de-l'Enclus, Montigny-le Tilleul, Morlanwelz, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Pont-à-Celles, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Rumes, Saint-Ghislain, Seneffe, Sillery, Sivry-Rance, Soignies, Thuin et Tournai.

**Art. 2** - Für die Wallonische Region werden als Entwicklungsgebiete im Sinne von Artikel 87, § 3, c) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft die folgenden Städte und Gemeinden anerkannt:

1° in der Provinz Wallonisch-Brabant: Tubize;

2° in der Provinz Namur: Dinant, Houyet, Rochefort, Sambreville und Somme-Leuze;

3° in der Provinz Lüttich: Awans, Dison, Engis, Flémalle, Grâce-Hollogne, Herstal, Lüttich, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Verviers und Visé;

4° in der Provinz Luxemburg: Bastogne, Bertogne, La Roche-en-Ardenne, Libin, Libramont-Chevigny, Marche-en-Famenne, Neufchâteau, Tellin und Vielsalm.

**Art. 3** - Gemäß den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2007-2013, die im *Abl. E.U.* C 54/13 vom 4. März 2006 veröffentlicht worden sind, werden die Beihilfeobergrenzen in den Entwicklungsgebieten in Bruttosubventionsäquivalenten ausgedrückt und im Verhältnis mit der Größe des Betriebs und dessen Lage in einer der in Artikel 1 und 2 erwähnten Städte und Gemeinden festgelegt.

Diese Obergrenzen sind die Folgenden:

	Großbetriebe	Mittelbetriebe	Kleinbetriebe
In einer der in Artikel 1 erwähnten Städte und Gemeinden gelegene Betriebe, für den Zeitraum 2007-2013	30%	40%	50%
In einer der in Artikel 2 erwähnten Städte oder Gemeinden gelegene Betriebe, für den Zeitraum 2007-2013	15%	25%	35%

Was die in einer der in Artikel 1 erwähnten Städte oder Gemeinden gelegenen Betriebe betrifft, so werden diese Obergrenzen unter Berücksichtigung der aufgrund der Punkte 18 bis 20 der gemeinschaftlichen Leitlinien betreffend die Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2011-2013 von der Europäischen Kommission gebrachten Abänderungen wie folgt herabgesetzt werden können:

Großbetriebe	Mittelbetriebe	Kleinbetriebe
20%	30%	40%

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* der öffentlichen Bekanntmachung, durch die dem Königreich Belgien die Genehmigung durch die Europäische Kommission der Karte der Fördergebiete für Belgien für den Zeitraum 2007-2013 mitgeteilt wird, in Kraft.

**Art. 5** - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Dezember 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,  
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1214

[2007/200807]

**6 DECEMBER 2006.** — **Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van ontwikkelingsgebieden met inachtneming van artikel 87, § 3, a) en c), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtsnoeren betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013**

De Waalse Regering,

Gelet op de richtsnoeren betreffende de regionale staatssteunmaatregelen voor de periode 2007-2013;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op artikel 3, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 9 februari 2006 en 27 april 2006, inzonderheid op artikel 1, eerste lid, 16°;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 september 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 september 2006;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat in maart 2006 het Waalse Gewest op de hoogte is gebracht door de Europese Commissie van haar voorstellen van nuttige maatregelen waarbij het Gewest alle bestaande regionale steunmaatregelen zou beperken tot 31 december 2006 en die zou aanpassen aan de nieuwe richtsnoeren betreffende de regionale staatssteunmaatregelen voor de periode 2007-2013;

Dat de Commissie vereist dat ze vóór het in overeenstemming brengen van de bestaande steunregelingen in de gewesten die steun kunnen genieten op grond van artikel 87, § 3, a) en c), de regionale steunkaart voor België goedkeurt;

Dat, hoewel de regionale steunkaart voor het Waalse Gewest op 7 september 2006 aangenomen is door de Waalse Regering, de kaart voor België pas 14 november 2006 ter kennis is gebracht van de Europese Commissie en derhalve nog niet door laatstgenoemde is goedgekeurd;

Dat het Waalse Gewest en de betrokken ondernemingen, wegens aangelegenheden i.v.m. de rechtszekerheid en de planificatie van de geplande investeringen, een regeling aannemen waarbij na 31 december 2006 de betrokken ondernemingen steeds in aanmerking blijven komen voor financiële incentives en steeds worden verwittigd van bijkomende regionale steun die voor de periode 2007-2013 zal worden toegekend;

Dat het immers nadelig zou zijn voor de betrokken ondernemingen als ze geen regionale investeringssteun zouden genieten op grond van de betrokken regeling vanaf 1 januari 2007 wegens vertragingen bij de aanneming en inwerkingtreding van dit besluit, die overigens onafhankelijk zijn van de Waalse Regering;

Dat er inderdaad moet worden gezorgd voor continuïteit bij de toekenning van genoemde steun voorzover de nieuwe kaart 2007-2013 kadert in de doelstellingen van de kaart 2000-2006, aangezien de subsidiabele gemeenten zijn geselecteerd op grond van de thans gedekte gebieden en dat het regionale steunbeleid een van de prioritaire hoofdlijnen vormt van het toekomstcontract voor Wallonië en van het plan betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië, zodat de cohesie tussen die verschillende beleidslijnen in acht moet worden genomen;

Dat de Europese Commissie zelf van mening is dat wat betreft haar nieuwe gemeenschappelijke richtsnoeren betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013, de continuïteit van de al toegekende steun onontbeerlijk is voor een regionale ontwikkeling op lange termijn;

Dat voornoemde Verordening nr. 1628/2006 van de Commissie van 24 oktober 2006 benadrukt dat de "regionale staatsinvesteringssteun bedoeld is om de ontwikkeling van gebieden met de grootste achterstand te stimuleren door binnen een duurzame context investeringen en het scheppen van arbeidsplaatsen te ondersteunen";

Dat het dan ook van belang is dat de Waalse reglementering op zijn vroegst op 1 januari 2007 in werking kan treden;

Dat een schorsing van voornoemde regeling inderdaad nadelig zou zijn voor de uitvoering van die beleidslijnen en dat alle maatregelen tot voorkoming van die schorsing moeten worden getroffen;

Dat wat het Waalse Gewest betreft, de uitvoering van de regeling van regionale investeringssteun in eerste instantie afhangt van de vaststelling van de ontwikkelingsgebieden;

Gelet op advies nr. 41.718/2 van de Raad van State, gegeven op 28 november 2006, ter uitvoering van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Als ontwikkelingsgebied erkend zijn, wat betreft het Waalse Gewest, vanaf 1 januari 2007-2013, in hoofde van artikel 87, § 3, a) en c), van het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap, onder voorbehoud van wijzigingen aangebracht door de Europese Commissie krachtens punten 18 tot 20 van de gemeenschappelijke richtsnoeren betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013, de volgende steden en gemeenten gelegen in de Provincie Henegouwen :

Aiseau-Presles, Anderlues, Antoing, Aat, Beaumont, Belœil, Bernissart, Binche, Boussu, 's-Gravenbrakel, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Châtelet, Chièvres, Chimay, Colfontaine, Komen-Waasten, Courcelles, Dour, Ecaussinnes, Elzele, Edingen, Erquelines, Estaimpuis, Estinnes, Farciennes, Fleurus, Vloesberg, Fontaine-l'Évêque, Frameries, Frasnes-lez-Anvaing, Froidchappelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hensies, Honnelles, Jurbeke, La Louvière, Le Rœulx, Lens, Les Bons Villers, Lessen, Leuze-en-Hainaut, Lobbes, Manage, Merbes-le-Château, Momignies, Bergen, Mont-de-l'Enclus, Montigny-le Tilleul, Morlanwelz, Moeskroen, Pecq, Péruwelz, Pont-à-Celles, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Rumes, Saint-Ghislain, Senefte, Opzullik, Sivry-Rance, Zinnik, Thuin en Doornik.

**Art. 2.** Als ontwikkelingsgebied erkend zijn, wat het Waalse Gewest betreft, in hoofde van artikel 87, § 3, c), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, de volgende steden en gemeenten gelegen in :

1° de provincie Waals-Brabant : Tubeke;

2° de provincie Namen : Dinant, Houyet, Rochefort, Sambreville en Somme-Leuze;

3° de provincie Luik : Awans, Dison, Engis, Flémalle, Grâce-Hollogne, Herstal, Luik, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Verviers en Visé;

4° de provincie Luxemburg : Bastenaken, Bertogne, La Roche-en-Ardenne, Libin, Libramont-Chevigny, Marche-Famenne, Neufchâteau, Tellin en Vielsalm.

**Art. 3.** Overeenkomstig de richtsnoeren betreffende de regionale staatssteun voor de periode 2007-2013, bekendgemaakt in het *PB EG C 54/13* van 4 maart 2006, worden de steunplafonds in ontwikkelingsgebieden uitgedrukt in bruto subsidie-equivalent en worden berekend volgens de omvang van het bedrijf en zijn ligging in een van de in artikelen 1 en 2 bedoelde steden en gemeenten.

Die plafonds zijn als volgt :

	Grote ondernemingen	Middelgrote ondernemingen	Kleine ondernemingen
Ondernemingen gelegen in een van de steden en gemeenten bedoeld in artikel 1 voor de periode 2007-2013	30 %	40 %	50 %
Ondernemingen gelegen in een van de steden en gemeenten bedoeld in artikel 2 voor de periode 2007-2013	15 %	25 %	35 %

Wat betreft de ondernemingen gelegen in een van de steden of gemeenten bedoeld in artikel 1, kunnen die plafonds, rekening houdend met de wijzigingen aangebracht door de Europese Commissie krachtens punten 18 tot 20 van de gemeenschappelijke richtsnoeren betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2011-2013, teruggebracht worden als volgt :

Grote ondernemingen	Middelgrote ondernemingen	Kleine ondernemingen
20 %	30 %	40 %

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het officieel bericht waarbij het Koninkrijk België ter kennis wordt gebracht van de goedkeuring door de Europese Commissie van de regionale steunkaart voor België voor de periode 2007-2013.

**Art. 5.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel;  
J.-C. MARCOURT